

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/40581]

**30 JUIN 2022. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 25 mai 2022 entre la Région wallonne et la Communauté française concernant la création de places d'accueil de la petite enfance (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle des matières visées à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

**Art. 2.** Assentiment est donné à l'accord de coopération du 25 mai 2022 entre la Région wallonne et la Communauté française concernant la création de places d'accueil de la petite enfance.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 juin 2022.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—————  
Note

(1) *Session 2021-2022*

Documents du Parlement wallon, 952 (2021-2022) N° 1, 1bis à 3

Compte rendu intégral, séance plénière du 29 juin 2022

Discussion

Vote.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

**Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française concernant la création de places d'accueil de la petite enfance**

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ses articles 5, § 1<sup>er</sup>, II, 1<sup>o</sup>, 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 2<sup>o</sup>, et 92bis ;

Vu le décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014, le décret de la Commission Communautaire française du 4 avril 2014 et le décret wallon du 11 avril 2014 relatifs aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 3, 7<sup>o</sup> ;

Vu le décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », l'article 22/3, alinéa 2 ;

Vu le contrat de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance 2021-2025, approuvé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 juin 2021, l'article 1.2-1 ;

Considérant la Déclaration de politique régionale wallonne 2019-2024, prévoyant la réalisation d'un cadastre des bâtiments publics d'ici 2020 et un plan d'isolation sur 10 ans incluant les crèches ;

Considérant la volonté du Gouvernement wallon de veiller à ce que l'implantation des équipements publics dont les crèches soit située dans et/ou à proximité des noyaux d'habitats existants, ruraux comme urbains ;

Considérant la Déclaration de politique communautaire 2019-2024, prévoyant la mise en œuvre de la réforme des milieux d'accueil en collaboration avec les Régions et l'amélioration de l'offre d'accueil ;

Considérant la volonté du Gouvernement de la Communauté française d'améliorer l'offre d'accueil de la petite enfance et tendre, en concertation avec les pouvoirs locaux et les acteurs de terrain, vers un taux de couverture minimum de places d'accueil dans toutes les communes tenant compte des demandes, avec un taux minimum de 33% de places avec des tarifs liés aux revenus des parents, en programmant en priorité les nouvelles places dans les communes et les quartiers les plus éloignés de ce taux, en tenant compte également des situations de pauvreté et de monoparentalité ;

Considérant le plan de plan relatif à la lutte contre la pauvreté et à la réduction des inégalités sociales adopté par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles le 10 décembre 2020 ;

Considérant le Plan de sortie de la pauvreté, adopté par le Gouvernement wallon le 21 octobre 2021 ;

Considérant le Plan Genre 2020-2024, adopté par le Gouvernement wallon le 4 mars 2021

Considérant qu'il est indispensable que les travailleurs wallons puissent trouver des places d'accueil pour leur enfant durant les heures de travail et que l'absence de places d'accueil disponibles constitue un frein à l'accès ou au maintien à l'emploi ;

Considérant le plan « droits des femmes » adopté par le Gouvernement de la Communauté française le 17 septembre 2020, le point 4.6.2 ;

Considérant le plan d'actions relatif aux droits de l'enfant 2020-2024 adopté par le Gouvernement de la Communauté française le 12 octobre 2020, le point 1.4.3 ;

Considérant le règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience ;

Considérant le plan de relance de la Wallonie, l'axe 4 « soutenir le bien-être, la solidarité et l'inclusion sociale » ;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de Monsieur Elio Di Rupo, Ministre-Président, de Madame Christie Morreale, Ministre de l'Emploi, et de Madame Valérie De Bue, Ministre en charge des infrastructures d'accueil de la petite enfance ;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de Monsieur Pierre-Yves Jeholet, Ministre-Président, et de Madame Bénédicte Linard, Ministre de l'Enfance ;

Ci-après dénommés les Parties,

ont convenu de ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Objet et définitions*

Article 1<sup>er</sup>. Le présent accord de coopération a pour objet de formaliser les engagements de la Région wallonne et de la Communauté française dans le cadre de la création, l'autorisation et le subventionnement, en ce compris en infrastructure, de places d'accueil de la petite enfance visant à assurer l'accessibilité des milieux d'accueil en atteignant progressivement un taux de couverture d'une place subventionnée pour trois enfants de moins de deux ans et demi.

Art. 2. Pour l'application du présent accord, il faut entendre par :

1° arrondissement : un des 20 arrondissements administratifs wallons. Les communes de la région de langue allemande étant exclues de l'arrondissement de Verviers

2° crèche : le milieu d'accueil autorisé par l'O.N.E. en tant que crèche qui, selon les modalités fixées dans le contrat de gestion 2021-2025 de l'O.N.E., a comme modèle de destination le subside d'accessibilité au sens du Titre III de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ;

3° entrée en opérationnalité : la date de prise d'effet de l'autorisation d'accueil O.N.E. relative aux places d'accueil du projet ;

4° FOREM : l'Office wallon de l'Emploi et de la Formation professionnelle ;

5° nombre de résidents âgés de 0 à 2 ans et demi : le nombre de résidents de 0 à 2 ans majoré de 50 % des résidents de 2 à 3 ans en région de langue française. Ces chiffres se fondent sur les dernières statistiques disponibles au niveau du SPF Economie au moment de la signature du contrat de gestion de l'O.N.E. 2021-2025 ;

6° O.N.E. : l'Office de la Naissance et de l'Enfance institué par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. » ;

7° place d'accueil : l'unité mesurant la capacité des milieux d'accueil de la petite enfance autorisés au sens du Titre II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ;

8° porteur de projet : la personne morale qui sera le titulaire de l'autorisation d'accueil ONE selon la réglementation en vigueur pour les places d'accueil faisant l'objet du projet ;

9° porteur de projet infrastructure : soit le porteur de projet, soit une ASBL, une société coopérative agréée comme entreprise sociale, une fondation ou une personne morale de droit public dont les villes ou communes, intercommunales, d'un CPAS, une association régie par le Chapitre XII de la loi organique des CPAS, qui demande le financement en infrastructure conformément au présent accord ;

10° programmation ONE : l'appel à projets relatif au subventionnement de nouvelles places d'accueil par l'O.N.E., tel que défini à l'article 22/3, alinéa 2, du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. » ;

11° SPW IAS : le service du Gouvernement wallon chargé des infrastructures de la petite enfance ;

12° SPW Energie : le service du Gouvernement wallon chargé des bâtiments durables ;

13° taux de couverture global : le rapport entre le nombre de places d'accueil, en ce compris le nombre de places restant à ouvrir dans le cadre des volets précédents, et le nombre de résidents âgés de 0 à 2 ans et demi. Le nombre de places existantes pris en compte est celui au 31 décembre 2020 ;

14° taux de couverture subventionné : le rapport entre le nombre de places d'accueil en milieux d'accueil subventionnés, en ce compris les places des projets restant à ouvrir dans le cadre des volets précédents des plans Cigogne et le nombre de résidents âgés de 0 à 2 ans et demi. Le nombre de places existantes pris en compte est celui au 31 décembre 2020.

#### CHAPITRE 2. — *Appel, recevabilité, classement et sélection des projets*

Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Un appel à projets commun visant le soutien à la création de nouvelles places d'accueil dans la région de langue française peut être lancé par les parties, sur décision de leurs gouvernements respectifs, fixant :

1° le volume de nouvelles places d'accueil à pourvoir, pouvant être réparti par province ou arrondissement ;

2° l'échéance d'introduction des dossiers de candidature, au plus tôt trois mois après le lancement de l'appel ;

3° l'échéance pour l'entrée en opérationnalité des nouvelles places d'accueil ;

4° les modalités de subventionnement.

§ 2. Cet appel est publié en ligne par l'O.N.E. et les services du Gouvernement wallon ainsi qu'au *Moniteur belge* et communiqué à l'ensemble des personnes morales bénéficiant d'une autorisation au sens du Titre II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s.

L'appel à projet mentionne :

1° la date limite de réception des dossiers ;

2° les critères de recevabilité visés à l'article 4, § 2 et de classement des projets tant pour les financements du personnel que pour le financement des infrastructures, ainsi que le processus d'attribution des places.

Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Les projets introduits en réponse à l'appel visé à l'article 3 sont recevables s'ils satisfont aux conditions générales reprises au paragraphe 2, aux éventuelles conditions particulières de l'appel et aux conditions spécifiques pour la subvention infrastructure reprises au paragraphe 3 lorsque l'appel commun la prévoit.

§ 2. Pour être recevables, les projets doivent rencontrer les conditions générales suivantes :

1° le projet porte sur l'un des objets suivants :

a. la création d'une nouvelle crèche ;

b. l'extension de capacité en crèche ;

c. la transformation d'un milieu d'accueil en crèche avec au minimum la création de 7 nouvelles places.

d. la transformation de co-accueillant.es conventionnées avec un Service d'accueil d'enfant en crèche avec au minimum la création de 3 nouvelles places ;

e. la combinaison des types de projet visés aux points a. à d. ;

2° le dossier complet est introduit dans le délai, selon les modalités prévues dans l'appel à projets commun ;

3° le dossier ne peut comporter d'élément de nature à faire manifestement obstacle à l'autorisation, ou au subventionnement en tant que crèche modèle de destination niveau 2 en raison de la non-conformité aux conditions d'autorisation et de subventionnement fixées par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ;

4° le dossier comporte la description des infrastructures et du lieu d'implantation de celles-ci en ce compris son accessibilité cyclo-piétonne et en transport en commun. Si le porteur de projet ne dispose pas encore d'infrastructure conforme à la réglementation, il doit prouver qu'il dispose du financement nécessaire à la réalisation ou à la mise en conformité des infrastructures au regard de la réglementation ou, à défaut, s'engager par écrit à fournir cette preuve au plus tard deux ans avant la date d'ouverture annoncée ;

5° quand le porteur de projet est une ASBL ou une société coopérative agréée comme entreprise sociale, le dossier comprend ses statuts et les délibérations des organes compétents. Si le porteur de projet est un pouvoir public, il comprend les délibérations des organes compétents ;

6° le dossier mentionne le nombre de places demandées, le trimestre d'ouverture des places envisagé ainsi que le nombre minimal de places d'accueil sous lequel il renonce d'office à son projet ;

7° le dossier comprend l'engagement du porteur de projet à effectivement ouvrir ces places avant la fin du trimestre envisagé ;

8° le projet est introduit selon les modalités fixées dans l'appel commun ;

9° le projet fournit une analyse de la situation géographique envisagée pour l'implantation du projet, permettant d'apprécier l'accessibilité, en ce compris son accessibilité cyclo-piétonne et en transport en commun pour le public cible, ou la proximité de services potentiellement partenaires de l'activité d'accueil ;

10° le porteur de projet déclare les éventuelles fermetures de places d'accueil envisagées par lui ou tout pouvoir organisateur avec lequel il a un lien sur le territoire de la commune ou de l'arrondissement consécutivement à l'entrée en opérationnalité des nouvelles places d'accueil.

§ 3. Pour être recevables pour la subvention en infrastructure lorsque celle-ci est prévue par l'appel à projets commun, les projets doivent satisfaire aux conditions spécifiques suivantes :

1° le projet porte sur l'un des objets suivants :

a. la rénovation d'un bâtiment existant ;

b. la démolition complète et la reconstruction d'un bâtiment existant ;

c. l'extension d'un bâtiment existant abritant actuellement des places d'accueil ;

d. l'extension d'un bâtiment existant n'accueillant actuellement aucune place d'accueil ;

e. la construction d'un bâtiment neuf ;

f. l'achat et la mise en conformité d'un immeuble.

Si le projet porte sur des travaux, ceux-ci ne peuvent pas avoir fait l'objet d'une commande auprès d'une entreprise avant la notification de la sélection.

Si le projet porte sur l'achat d'un immeuble, l'acte authentique d'achat ne peut pas avoir été passé avant la notification de la sélection ;

2° le porteur de projet infrastructure est titulaire, ou s'engage à être titulaire dans les six mois de la décision de sélection, d'un droit réel de propriété, d'emphytéose ou de superficie sur le bâtiment ou sur le terrain à aménager, pour une durée suffisante afin de maintenir l'activité pour une période fixée au point 3° du présent alinéa. Le Comité de suivi peut étendre la durée de six mois sur la base d'une demande dûment motivée du porteur de projet. Lorsque le projet porte sur l'achat d'un bâtiment, le porteur de projet atteste de l'existence d'un compromis de vente à la date de l'introduction de sa candidature à l'appel à projets ;

3° le porteur de projet infrastructure s'engage à affecter l'infrastructure bénéficiant de la subvention à une crèche pendant une période minimale de vingt ans à dater de la réception provisoire de l'ensemble des travaux ou de la signature de l'acte d'achat ;

4° le dossier présente une estimation de l'investissement nécessaire à l'acquisition, à la construction ou à la rénovation des infrastructures qui y seront affectées, dont le montant est égal ou supérieur au montant défini pour les marchés publics de faible montant à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

5° les travaux de construction ou de rénovation envisagés par le projet visent à atteindre des normes définies dans l'appel à projets commun ;

6° le porteur de projet infrastructure fait état des interventions financières sollicitées pour la réalisation du même investissement en application d'autres dispositions réglementaires ou contractuelles, et s'engage à informer l'autorité subsidiante des démarches qu'il pourrait engager en ce sens en cas de sélection du projet, particulièrement au stade de l'introduction du programme d'investissements, de l'introduction du dossier d'attribution du marché ainsi qu'au décompte final ;

7° si le porteur de projet infrastructure est distinct du porteur de projet, il précise les modalités de gestion de l'infrastructure bénéficiant des travaux envisagés, dans le respect des conditions suivantes :

a. La mise à disposition de l'infrastructure subsidiée est réalisée conformément à la loi sur les marchés publics et formalisée dans une convention établie au plus tard le jour de l'octroi ou de l'adaptation de l'autorisation par l'O.N.E.

La convention prévoit le respect des conditions d'autorisation et du subventionnement de la crèche par le porteur de projet.

b. Le porteur de projet infrastructure s'engage, pour la durée prévue au 3° du présent alinéa, à reprendre la gestion du milieu d'accueil ou à trouver un autre titulaire d'autorisation du milieu d'accueil si le porteur de projet initial se retire de la convention.

Les parties peuvent ajouter des conditions supplémentaires dans l'appel à projets commun.

Art. 5. § 1<sup>er</sup>. La recevabilité des projets et la date d'entrée en opérationnalité du projet sont examinées conjointement par l'O.N.E. et par le SPW IAS. Les projets recevables, le cas échéant après révision de la date d'opérationnalité, font l'objet d'un classement et d'une sélection communs adoptés par l'O.N.E. pour ce qui concerne la programmation et par le Gouvernement wallon pour ce qui concerne les subsides à l'infrastructure.

Les projets sont classés et sélectionnés selon des critères évaluant principalement les caractéristiques de l'entité géographique visée, en particulier le taux de couverture global ou en places subventionnées ainsi que la demande non rencontrée. Ces critères, leur pondération et leur mode d'évaluation sont définies dans l'appel à projets commun.

§ 2. Les projets recevables non classés peuvent faire l'objet d'une sélection ultérieure en cas de désistement, selon les mêmes modalités et dans l'ordre de leur classement.

§ 3. Selon les modalités prévues dans l'appel à projets commun, les places non pourvues peuvent faire l'objet d'un nouvel appel ou, dans le cas où l'appel à projets prévoit une répartition des volumes à pourvoir par province ou arrondissement, être réorientées vers des projets recevables non encore retenus dans les autres provinces ou arrondissements.

### CHAPITRE 3. — Modalités de subventionnement des projets sélectionnés

Art. 6. § 1<sup>er</sup>. Si l'appel à projets le prévoit, les projets sélectionnés bénéficient d'une subvention à l'infrastructure pour la création de nouvelles places.

Le montant maximal de cette subvention est calculé par le produit du coût maximum subsidiable d'une place et du nombre de places demandées, éventuellement majoré de coefficients visant la prise en charge des frais généraux, la taxe sur la valeur ajoutée ou les droits d'enregistrement auquel est appliqué un taux d'intervention.

Le Gouvernement wallon arrête la valeur du coût maximum subsidiable et du taux d'intervention et les autres modalités de calcul de cette subvention

§ 2. Si l'appel à projets le prévoit, les projets sélectionnés bénéficient d'une subvention à l'emploi à charge de la Région wallonne, octroyée en vertu du Chapitre 3 du décret de la Région wallonne du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires.

La subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est octroyée au porteur de projets pour l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés en qualité de personnel d'accueil. La subvention peut être octroyée dès que le porteur de projet a obtenu de l'autorisation de l'ONE quant à l'ouverture des places d'accueil, selon les modalités déterminées par ou en vertu du décret du 10 juin 2021 susmentionné.

§ 3. L'appel à projets commun intègre la programmation ONE qui porte sur le subventionnement par l'O.N.E. de l'ensemble des places en crèches créées en vertu du présent accord.

Art. 7. La subvention visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, est acquise définitivement au terme de la période visée à l'article 4, § 3, 3°.

En cas de changement d'affectation des infrastructures ayant bénéficié des investissements subventionnés durant cette période, cette subvention est réduite d'une proportion équivalente au nombre d'années où ces infrastructures ont été affectés à d'autres objets que ceux visés par le présent accord.

La même subvention est diminuée de sa partie non amortie s'il est constaté que la condition définie à l'article 4, § 3, 7°, n'est pas respectée durant cette même période.

### CHAPITRE 4. — Comité de suivi

Art. 8. § 1<sup>er</sup>. Il est constitué un comité de suivi composé de représentants des autorités et organismes suivants :

- 1° du Ministre-Président de la Région wallonne ;
- 2° du Ministre-Président de la Communauté française ;
- 3° du Ministre de la Région wallonne ayant les infrastructures de la petite enfance dans ses attributions ;
- 4° du Ministre de la Région wallonne ayant l'emploi dans ses attributions ;
- 5° du Ministre de la Communauté française ayant l'enfance dans ses attributions ;
- 6° de l'O.N.E. ;
- 7° du SPW IAS ;
- 8° du SPW Energie ;
- 9° du FOREM.

§ 2. Le comité de suivi se réunit trimestriellement.

Il peut inviter à ses réunions tout acteur pouvant l'aider dans ses travaux.

L'O.N.E. assure le secrétariat du comité de suivi.

§ 3. Le comité de suivi est chargé de :

1° veiller à la bonne exécution du présent accord ;

2° présenter aux Gouvernements un rapport au minimum semestriel quant à la situation de l'appel à projets en cours qui portera notamment sur les éléments suivants :

o l'état d'avancement des procédures ;

o le nombre de dossiers introduits et le nombre de places sollicitées ;

o l'état d'avancement des subventions en matière d'infrastructures ;

o le nombre de nouvelles places ouvertes ;

o le nombre d'emplois subventionnés octroyés ;

o le nombre d'emplois subventionnés effectivement occupés.

Art. 9. Les parties veillent à la coordination pratique du suivi administratif des projets entre leurs services.

#### CHAPITRE 5. — Appel à projets pour la période 2021-2026

Art. 10. § 1<sup>er</sup>. Les parties lancent un appel à projets commun pour la création, l'autorisation et le subventionnement en ce compris en infrastructure de places d'accueil, dans la région de langue française, selon les modalités fixées à l'article 3, conformément aux dispositions du présent accord de coopération. Ces places sont réparties en deux volets :

1° Le volet 1 vise à sélectionner des projets portant sur la création de minimum 1.757 nouvelles places d'accueil sur le territoire des communes listées dans le Plan de relance européen, à savoir : Aiseau-Presles, Andenne, Anderlues, Ans, Bernissart, Beyne-Heusay, Binche, Cerfontaine, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Châtelet, Colfontaine, Comblain-au-Pont, Courcelles, Couvin, Dison, Engis, Erquennes, Farcennes, Flémalle, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Grâce-Hollogne, Herstal, La Louvière, Lessines, Manage, Mons, Morlanwelz, Quaregnon, Saint-Nicolas, Sambreville, Seraing, Verviers, Viroinval.

A ces communes viennent s'ajouter les communes d'Amay, de Dour, Liège, et Merbes-le-Château qui répondent aux mêmes critères de sélection que les 35 communes visées à l'alinéa précédent après actualisation des chiffres ayant permis leur sélection.

2° Le volet 2 vise à sélectionner des projets portant sur la création de minimum 1.386 nouvelles places d'accueil dans les communes de la région de langue française autres que celles visées au 1°. Les nouvelles places sont réparties entre les arrondissements en proportion du nombre de places manquantes pour permettre d'atteindre, au sein de chacune des communes éligibles au volet 2, un taux de couverture minimal en places subventionnées de 33%.

La répartition minimale des places par arrondissement est reprise en annexe au présent accord de coopération.

§ 2. Pour être recevables, les projets doivent contenir un engagement du porteur de projet à répondre aux conditions d'octroi du subside de renforcement prévues par le contrat de gestion de l'O.N.E. 2021-2025, notamment en ce qui concerne la participation aux dispositifs d'accessibilité sociale mis en œuvre par l'O.N.E., et à adopter une posture inclusive vis-à-vis des familles monoparentales.

§ 3. Sont réputés satisfaire au critère de recevabilité visé à l'article 4, § 3, 5°, les projets répondant aux conditions suivantes :

1° le projet a recours à des écomatériaux dont la teneur biosourcée du produit est supérieure ou égale à 70% mesurée selon la norme prEN 16785-2 :2018, pour l'isolation à hauteur de minimum soixante pourcents des parois neuves ou rénovées de l'enveloppe chauffée du bâtiment hors menuiseries extérieures et privilégie le recours aux énergies décarbonées ;

2° le coefficient de transmission thermique des toitures neuves ou rénovées, calculé conformément à l'annexe B1 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, est inférieur ou égal à 0,20 W/m<sup>2</sup>.K ;

3° dans le cas de travaux de construction d'un bâtiment neuf, le projet :

- vise à atteindre un niveau d'isolation thermique globale du bâtiment, déterminé conformément à la méthode de calcul visée à l'article 3 du décret de la Région wallonne du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, inférieur ou égal à vingt-cinq et un niveau de consommation d'énergie primaire de l'unité PEB, déterminé conformément à la méthode de calcul visée à l'article 3 de la législation relative à la performance énergétique des bâtiments, inférieur ou égale à septante-deux inférieur à 80 pourcents de la valeur maximum déterminée par la réglementation, avec un maximum de soixante-cinq ;

- respecte une étanchéité à l'air inférieure ou égale à deux mètres cube par heure et par mètre carré ;

- prévoit un système de ventilation de classe égale ou supérieure à IDA2 (avec un renouvellement d'air de 36 m<sup>3</sup>/h.pers) pour les locaux destinés à l'occupation humaine ;

4° dans le cas de travaux de rénovation de plus de 25% des parois de l'enveloppe chauffée du bâtiment, le projet :

- vise à atteindre un niveau d'isolation thermique globale d'un bâtiment déterminé conformément à la méthode de calcul visée à l'article 3 du décret de la Région wallonne du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, inférieur ou égal à trente-cinq ;

- Prévoit un système de ventilation de classe égale ou supérieure à IDA2 (avec un renouvellement d'air de 36 m<sup>3</sup>/h.pers) pour les locaux destinés à l'occupation humaine ;

5° dans tous les cas de rénovation, le projet s'engage à réaliser un audit énergétique comprenant la description d'une trajectoire de rénovation permettant de s'inscrire dans un objectif de neutralité carbone à long terme. La rénovation proposée s'inscrit dans ce schéma ;

6° confort thermique : le porteur de projets infrastructure prête une attention particulière à l'étude du confort thermique pour éviter les problèmes qui y sont liés à la fois au niveau de la santé et des surconsommations d'énergie ;

7° qualité de l'air intérieur et santé : le porteur de projet Infrastructure prête une attention particulière à mettre en œuvre des matériaux et systèmes limitant drastiquement les émissions de polluants et la diffusion des particules fines dans l'air intérieur.

§ 4. L'O.N.E., le SPW IAS, le SPW Energie et le FOREM, mettent en place un dispositif d'accompagnement des porteurs de projet afin de les soutenir dans la préparation de leur projet.

Dans l'hypothèse où une assistance à la maîtrise d'ouvrage organisée par le Gouvernement wallon est mise en place, les porteurs de projets infrastructures sélectionnés s'y inscrivent.

§ 5. Les projets recevables dont l'implantation est prévue dans l'une des communes ciblées par le volet 1 font l'objet d'un classement par commune sur la base du taux de couverture subventionné, la priorité étant donnée aux taux les plus bas.

Les projets sont sélectionnés à concurrence du nombre de places du volet 1 et dans la limite des moyens budgétaires prévus.

§ 6. Le classement et la sélection des projets recevables dans le cadre du volet 2 sont établis par arrondissement.

Le nombre de places minimum à pourvoir par arrondissement est calculé au prorata du nombre de places à créer pour que toutes les communes de l'arrondissement atteignent un taux minimal de places subventionnées de 33%, en neutralisant dans ce calcul les communes du volet 1.

Seuls les projets situés sur le territoire des communes non reprises dans le volet 1 peuvent se voir octroyer des places du volet 2.

Les projets recevables du volet 2 font l'objet d'un classement par arrondissement sur la base du taux de couverture subventionné, la priorité étant donnée aux taux les plus bas.

§ 7. Si les critères visés aux paragraphes 5 et 6 s'avèrent insuffisants, les projets sont classés selon un indice composite considérant les critères suivants selon les pondérations suivantes :

1° le taux de couverture global, 10 points ;

2° le taux de couverture en places subventionnées, 35 points ;

3° la situation socio-économique de l'entité géographique, mesurée par le revenu moyen ou médian, le taux de monoparentalité et le taux d'emploi de la population féminine, chacun de ces trois critères valant 5 points ;

4° le délai d'entrée en opérationnalité, évalué à 10 points ;

5° l'accessibilité permettant de rencontrer les besoins d'accueil résultant de situations sociales particulières, 10 points ;

6° l'accessibilité et l'implantation de l'infrastructure, 10 points ;

7° l'infrastructure, les objectifs énergétiques poursuivis et la qualité du bâti, 20 points.

L'indice composite visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est exprimé en pourcent.

Si le projet ne sollicite pas de subside à l'infrastructure, cet indice composite est calculé sur la base des six premiers critères.

Pour l'évaluation des critères relatifs aux taux de couverture et au taux d'emploi de la population féminine, la valeur de référence est celle de l'entité géographique présentant le taux le plus faible pour laquelle un projet a été déposé. Chacun de ces critères est évalué par le quotient de la valeur de référence par la valeur mesurée pour l'entité géographique concernée, multiplié par leur pondération.

Pour l'évaluation du critère relatif au taux de monoparentalité, la valeur de référence est celle de l'entité géographique présentant le taux le plus élevé pour laquelle un projet a été déposé. Chacun de ces critères est évalué par le quotient de la valeur mesurée pour l'entité géographique concernée par la valeur de référence, multiplié par leur pondération.

Pour l'évaluation du critère relatif au revenu, la valeur de référence est celle de l'entité géographique dont le revenu moyen est le plus faible pour laquelle un projet a été déposé. Ce critère est évalué par le quotient de la valeur de référence par la valeur mesurée pour l'entité géographique, multiplié par sa pondération.

Pour l'évaluation du critère relatif au délai d'entrée en opérationnalité, le nombre maximal de points est attribué au projet visant une entrée en opérationnalité au 1<sup>er</sup> janvier 2024 au plus tard, ensuite décroissant par trimestre. Les projets portant sur une date d'opérationnalité à partir du 2<sup>e</sup> trimestre 2026 ne se voient pas attribuer de points.

Pour l'évaluation du critère relatif à l'accessibilité permettant de rencontrer les besoins d'accueil résultant de situations sociales particulières, le nombre de points maximal est attribué à au porteur de projet s'étant engagé à prévoir et maintenir un dispositif réservant 50% de la capacité totale du milieu d'accueil en vue de rencontrer les besoins d'accueil résultant de situations sociales particulières au sens de l'article 88, 5°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s. La cotation décroît ensuite proportionnellement par tranche de 10% de réservation. Aucun point n'est accordé aux projets prévoyant un taux de réservation inférieur à 20%.

Pour l'évaluation du critère relatif à l'accessibilité et l'implantation de l'infrastructure proposée, le nombre de points est attribué, sur base de la note méthodologique jointe à la candidature et relative à la mobilité et à l'accessibilité de l'infrastructure, comme suit :

a. accessibilité en transports en commun :

i. Si l'infrastructure est desservie par au minimum 2 transports différents réguliers (lignes de bus et/ou train desservies toutes les heures au moins dont les arrêts se situent à moins de 300 mètres de l'infrastructure) - le projet obtient 2 points ;

ii. Si l'infrastructure est desservie par, soit 1 transport régulier (ligne de bus et/ou train desservies toutes les heures au moins dont les arrêts se situent à moins de 300 mètres de l'infrastructure), soit par au minimum 2 transports différents réguliers (lignes de bus et/ou train desservies toutes les heures au moins dont les arrêts se situent à moins de 1.000 mètres de l'infrastructure) - le projet obtient 1 point ;

b. mobilité douce :

- i. si l'infrastructure est accessible à pied ou à vélo via piste cyclable et/ou Ravel, le projet obtient 1 point ;
- ii. si un parking vélo sécurisé d'une capacité minimum équivalent à 20 % du nombre de places de la crèche, est présent à moins de 50 mètres de l'entrée de l'infrastructure, le projet obtient un point.

c. accessibilité en voiture :

- i. si un parking, ayant une capacité minimum équivalente à 50 % du nombre total de place de la crèche, est présent à moins de 50 mètres de l'entrée de l'infrastructure, le projet obtient 1 point.

La distance est calculée à partir de la place la plus proche ;

d. service :

- i. si une école maternelle, primaire ou une école de devoirs est présente dans un rayon d'1 km autour de l'infrastructure, le projet obtient 1 point ;
- ii. si plusieurs écoles maternelles, primaires ou écoles de devoirs sont présentes dans un rayon d'1 km autour de l'infrastructure, le projet obtient 2 points ;
- iii. si un centre de formation est présent dans un rayon de moins d'1 km autour de l'infrastructure ou est facilement accessible en transports en commun (30 min max), le projet obtient 2 points ;
- iv. si un service social à destination du public vulnérable (Centre de service social, centre d'insertion socioprofessionnelle, CPAS, Maison d'accueil Maison de vie communautaire, Centre régional d'intégration, Initiative locale d'intégration, service ambulatoire victimes de violences, services de médiation de dettes, services d'insertion sociale, ...) ou un espace public numérique est présent dans un rayon de moins d'1 km autour de l'infrastructure : 1 point

Pour l'évaluation du critère relatif à l'infrastructure, aux objectifs énergétiques poursuivis et à la qualité du bâti, le nombre de points est attribué comme suit :

1° infrastructure :

a. type de projet :

- i. si le projet vise la rénovation d'un bâtiment existant dont 25% de l'enveloppe chauffée est rénovée ou l'acquisition d'un bâtiment dont la date de dépôt du permis d'urbanisme est postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2014, il obtient 5 points ;
- ii. si le projet vise la construction d'un bâtiment sur un terrain déjà bâti, (après démolition d'un bâtiment existant), il obtient 4 points ;
- iii. si le projet vise la construction d'un bâtiment neuf ou l'acquisition d'un bâtiment dont la date de dépôt du permis d'urbanisme est comprise entre le 1<sup>er</sup> mai 2010 et le 31 décembre 2013, il obtient 3 points ;
- iv. si le projet vise l'extension d'un bâtiment existant abritant actuellement les places d'accueil existantes, il obtient 2 points ;
- v. si le projet vise l'extension d'un bâtiment existant qui n'est actuellement pas utilisé comme crèche sans rénover énergétiquement au minimum 25% du bâtiment ou si le projet vise l'acquisition d'un bâtiment dont la date de dépôt du permis d'urbanisme est antérieure au 1<sup>er</sup> mai 2010, sans rénover au minimum 25% de l'enveloppe chauffée du bâtiment, il obtient 1 point ;

2° niveau de consommation primaire : si le porteur de projets infrastructure s'engage à construire un bâtiment à énergie positive, il obtient 5 points. Ce critère sera neutralisé pour les projets qui visent la rénovation de bâtiments existants ;

3° utilisation des écomatériaux pour l'isolation des parois neuves ou rénovées de l'enveloppe chauffée du bâtiment hors menuiseries extérieures : si le porteur de projets infrastructure s'engage à mettre en œuvre une proportion des surfaces plus élevée d'écomatériaux, il obtient une cotation équivalente à la différence entre le pourcentage pour lequel il s'engage et le pourcentage minimal imposé divisé par 8, le projet obtiendra maximum 5 points ;

4° état du bâtiment existant : si le milieu d'accueil existant est exploité dans un bâtiment dont la structure revêt un caractère provisoire, dont la stabilité est compromise ou ayant été déclarée insalubre et que son projet vise son déménagement vers un bâtiment conforme aux normes fixées à l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s, le projet obtiendra 5 points.

Ce critère sera neutralisé pour la création d'une nouvelle crèche.

Si un des sous-critères est neutralisé, la cotation du critère est ramenée sur 20 points à l'aide d'une règle de trois.

§ 8. Selon les modalités prévues dans l'appel à projets commun, les places du volet 2 non pourvues sont réorientées vers des projets recevables non encore sélectionnés dans les autres arrondissements.

Si les projets retenus dans le cadre d'un des volets n'épuisent pas les moyens O.N.E. et les subventions à l'emploi, visées à l'article 10, § 2, prévus pour ce volet, et qu'il existe des projets non retenus par défaut de ces moyens dans l'autre volet, les moyens disponibles peuvent être utilisés pour retenir des projets supplémentaires dans cet autre volet dans le respect des critères de classement.

Les places non pourvues au terme de la sélection de tous les projets recevables peuvent faire l'objet d'un nouvel appel à projets.

§ 9. Les projets sélectionnés qui nécessitent des travaux en infrastructure bénéficient d'une subvention à l'infrastructure pour la création de nouvelles places.

Le montant maximal de cette subvention est calculé conformément à l'article 6, § 1<sup>er</sup>.

Pour le calcul de la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le taux d'intervention est fixé à 80 %, et le coût maximum subsidiable est fixé à 41 000 EUR hors T.V.A. par place créée.

La subvention définitive est déterminée sur le montant du compte général de l'entreprise, de la valeur de l'achat ou de l'estimation du bien acheté, des pièces justificatives nécessaires à la vérification des critères de recevabilité et prend en compte la création effective de places en tenant compte des éventuelles fermetures de places d'accueil réalisées par le porteur de projet ou tout pouvoir organisateur avec lequel il a un lien sur le territoire de la commune ou de l'arrondissement consécutivement à l'entrée en opérationnalité des nouvelles places d'accueil.

Sauf cas de force majeure dûment motivé, le non-respect des critères de recevabilité, de sélection ainsi que tout élément repris dans la candidature, peuvent faire l'objet de sanctions allant de la diminution proportionnelle de la subvention jusqu'au rejet de la totalité de la subvention.

§ 10. Conformément à l'article 6, § 2, les projets sélectionnés bénéficient d'une subvention à l'emploi portant sur 1,5 équivalent temps plein par tranche de 7 places créées.

Cette subvention est octroyée par la Région wallonne, dans le respect des conditions fixées par ou en vertu du décret du 10 juin 2021 susmentionné, l'occupation d'1,5 travailleur, exprimé en équivalent temps plein, pour 7 places d'accueil créées en vertu du présent protocole, à concurrence d'une subvention annuelle de 28.050,66 euros par équivalent temps plein.

Le montant 28.050,66 euros est indexé, à partir de 2023, conformément à l'indexation de la subvention octroyée en vertu décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires.

La subvention à l'emploi est octroyée au porteur de projets pour l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés en qualité de personnel d'accueil. La subvention peut être octroyée dès que le porteur de projet a obtenu de l'autorisation de l'ONE quant à l'ouverture des places d'accueil, selon les modalités déterminées par ou en vertu du décret du 10 juin 2021 susmentionné.

§ 11. L'appel à projets commun intègre la programmation ONE conformément à l'article 6, § 3. Les places créées en vertu du présent accord seront subventionnées par l'ONE dans le respect du processus de transition de la réforme des milieux d'accueil et se verront appliquer les conditions en vigueur pour les crèches existantes au moment de l'ouverture de leur droit au subside, dont le subside de renforcement.

#### CHAPITRE 6. — Dispositions finales

Art. 11. Au plus tard au terme du premier semestre de l'année 2026, les parties définissent, sur la base des rapports semestriels établis par le comité de suivi visé à l'article 8, les objectifs et la temporalité de l'appel à projets qui succèdera à celui visé au Chapitre V en vue d'atteindre l'objectif défini à l'article 1<sup>er</sup>.

Art. 12. Le présent accord entre en vigueur à la date de sa signature.

Bruxelles, le 30 juin 2022.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Annexe à l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française  
concernant la création de places d'accueil de la petite enfance

#### Répartition minimale des places par arrondissement pour le volet 2 visé à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>

Arrondissements	Nombre minimal de places
Nivelles	347
Ath	56
Charleroi	29
La Louvière	4
Mons	28
Soignies	25
Thuin	39
Tournai-Mouscron	25
Huy	80
Liège	208
Verviers (Germ. Exc.)	95
Waremmes	53
Arlon	50
Bastogne	3
Marche-en-Famenne	17
Neufchâteau	35



Arrondissements	Nombre minimal de places
Virton	90
Dinant	64
Namur	79
Philippeville	57

Vu pour être annexé à l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française concernant la création de places d'accueil de la petite enfance.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/40581]

**30 JUNI 2022. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 25 mei 2022 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de oprichting van kinderopvangplaatsen (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 128 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 25 mei 2022 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de oprichting van kinderopvangplaatsen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 juni 2022.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2021-2022*

Stukken van het Waals Parlement, 952 (2021-2022) Nrs 1, 1bis tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 29 juni 2022

Bespreking.

Stemming.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST – FRANSE GEMEENSCHAP

**Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap  
betreffende de oprichting van kinderopvangplaatsen**

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen, 5, § 1, II, 1°, 6, § 1, IX, 2°, en 92 bis;

Gelet op het bijzonder decreet van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014, het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 april 2014 en het Waalse decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2022 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.", artikel 22/3, tweede lid;

Gelet op de beheersovereenkomst van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" 2021-2025, goedgekeurd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 juni 2021, artikel 1.2-1;

Gelet op de Waalse Gewestelijke Beleidsverklaring 2019-2024, die voorziet in de oprichting van een kadaster van openbare gebouwen tegen 2020 en een 10-jarenplan voor isolatie, met inbegrip van kinderdagverblijven;

Gelet op de wens van de Waalse Regering om ervoor te zorgen dat openbare voorzieningen, met inbegrip van kinderdagverblijven, worden gevestigd in en/of nabij bestaande landelijke en stedelijke woonkernen;

Gelet op de Verklaring inzake gemeenschapsbeleid 2019-2024, die voorziet in de uitvoering van de hervorming van de opvangvoorzieningen in samenwerking met de Gewesten en de verbetering van het opvangaanbod;

Gelet op de wil van de Regering van de Franse Gemeenschap om het aanbod van kinderopvangplaatsen te verbeteren en om, in overleg met de plaatselijke besturen en de actoren op het terrein, te streven naar een minimale dekkingsgraad van de kinderopvangplaatsen in alle gemeenten, rekening houdend met de vraag, met een minimumpercentage van 33% plaatsen met tarieven die gekoppeld zijn aan het inkomen van de ouders, door bij voorrang nieuwe plaatsen te plannen in de gemeenten en wijken die het verst van dit percentage verwijderd zijn, daarbij ook rekening te houden met de armoedesituatie en het aantal eenoudergezinnen;

Gelet op het plan voor de strijd tegen armoede en voor het beperken van sociale ongelijkheden, dat op 10 december 2020 door de Franse Gemeenschapsregering werd goedgekeurd;

Gelet op het plan voor uitweg uit de armoede, aangenomen door de Waalse Regering op 21 oktober 2021;

Gelet op het Genderplan 2020-2024, aangenomen door de Waalse Regering op 4 maart 2021;

Overwegende dat het voor Waalse werknemers van essentieel belang is om tijdens de werkuren opvangplaatsen voor hun kinderen te kunnen vinden en dat het gebrek aan beschikbare kinderopvangplaatsen een belemmering vormt voor de toegang tot of het behoud van werk;

Gelet op het vrouwenrechtenplan, dat op 17 september 2020 door de Franse Gemeenschapsregering werd goedgekeurd, inzonderheid punt 4.6.2;

Gelet op het actieplan over de rechten van het kind 2020-2024, dat op 12 oktober 2020 door de Franse Gemeenschapsregering werd goedgekeurd, inzonderheid punt 1.4.3;

Gelet op Verordening (EU) 2021/241 van het Europees Parlement en de Raad van 12 februari 2021 tot instelling van de herstel- en veerkrachtfaciliteit;

Gelet op het Waalse herstelplan, as 4 "ondersteuning van welzijn, solidariteit en sociale insluiting";

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van de heer Elio Di Rupo, Minister-President, Mevrouw Christie Morreale, Minister van Werk en mevrouw Valérie De Bue, Minister bevoegd voor de infrastructuur voor kinderopvang;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd in haar Regering in de persoon van de heer Pierre-Yves Jeholet, Minister-President, en mevrouw Bénédicte Linard, Minister van Kinderwelzijn;

Hierna de "partijen" genoemd,

Komen het volgende overeen :

HOOFDSTUK 1. — *Doelstellingen en definities*

Artikel 1. Dit samenwerkingsakkoord formaliseert de verbintenissen van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap om kinderopvangplaatsen, met inbegrip van infrastructuur, op te richten, te vergunnen en te subsidiëren teneinde te zorgen voor toegankelijke opvangstructuren en daarbij geleidelijk te komen tot een dekkingsgraad van één gesubsidieerde plaats per drie kinderen jongeren dan 2,5 jaar.

Art. 2. Voor de toepassing van dit akkoord moet worden verstaan onder :

1° arrondissement: één van de 20 Waalse administratieve arrondissementen. De gemeenten van het Duitse taalgebied zijn uitgesloten van het arrondissement Verviers.

2° kinderdagverblijf: de opvangstructuur die door ONE vergund is als kinderdagverblijf en die overeenkomstig de in de beheersovereenkomst van ONE voor 2021-2025 vastgestelde modaliteiten ingedeeld is in het toegankelijkheids-subsidiemodel in de zin van Titel III van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders;

3° datum van het operationeel maken: de datum waarop de vergunning van ONE voor de opvangplaatsen van het project van kracht wordt;

4° FOREM: de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

5° aantal inwoners van 0 tot 2,5 jaar : het aantal inwoners van 0 tot 2 jaar vermeerderd met 50% van de inwoners van 2 tot 3 jaar in de Franse taalgebied. Die cijfers zijn gebaseerd op de meest recente statistieken van de FOD Economie die op het ogenblik van de ondertekening van de beheersovereenkomst van het ONE voor 2021-2025 beschikbaar zijn;

6° O.N.E. : de "Office de la Naissance et de l'Enfance", ingesteld bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2022 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "ONE"; ;

7° opvangplaats: de eenheidsmaat voor de capaciteit van de vergunde kinderopvangstructuren in de zin van Titel II van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders;

8° projectdrager: de rechtspersoon die overeenkomstig de geldende regelgeving houder wordt van de vergunning van ONE voor de opvangplaatsen die deel uitmaken van het project;

9° drager van het infrastructuurproject: hetzij de projectdrager, hetzij een vzw, een coöperatieve vennootschap erkend als sociale onderneming, een stichting of een instelling van openbaar nut waaronder de steden of gemeenten, intercommunales of een OCMW, een vereniging onderworpen aan hoofdstuk XII van de organieke wet op de OCMW's, die conform dit protocolakkoord de infrastructuurfinanciering aanvraagt;

10° ONE-programmering: de projectoproep met betrekking tot de subsidiëring van nieuwe opvangplaatsen door ONE, zoals omschreven in artikel 22/3, tweede lid van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "ONE"; ;

11° Waalse Overheidsdienst Binnenlandse aangelegenheden en Sociale Actie: de dienst van de Waalse Regering belast met de infrastructuur voor kinderopvang;

12° Waalse overheidsdienst Energie: de dienst van de Waalse Regering belast met de duurzame gebouwen;

13° globale dekkingsgraad: de verhouding tussen het aantal opvangplaatsen, met inbegrip van het aantal plaatsen die in het kader van de vorige delen nog moeten worden geopend, en het aantal inwoners van 0 tot 2,5 jaar. Het verrekende aantal bestaande plaatsen is het aantal op 31 december 2020;

14° gesubsidieerde dekkingsgraad: de verhouding tussen het aantal plaatsen in gesubsidieerde opvangstructuren, met inbegrip van de plaatsen binnen de projecten die in het kader van de vorige delen nog moeten worden geopend, en het aantal inwoners van 0 tot 2,5 jaar. Het verrekende aantal bestaande plaatsen is het aantal op 31 december 2020.

#### HOOFDSTUK 2. — *Oproep, ontvankelijkheid, rangschikking en selectie van de projecten*

Art. 3. § 1. Een gezamenlijke projectoproep ter ondersteuning van de oprichting van nieuwe opvangplaatsen in het Franse taalgebied kan door de partijen, bij besluit van hun respectieve regeringen, worden gelanceerd, met vermelding van :

1° het aantal nieuwe opvangplaatsen dat moet worden voorzien, uit te splitsen per provincie of arrondissement ;

2° de uiterste datum voor het indienen van de aanvragen, ten vroegste drie maanden na de lancering van de oproep;

3° de uiterste datum waarop de nieuwe opvangplaatsen operationeel moeten worden;

4° de subsidiëeringsmodaliteiten.

§ 2. Deze projectoproep wordt door ONE en de diensten van de Waalse Regering zowel online als in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt en meegedeeld aan alle rechtspersonen die beschikken over een vergunning in de zin van Titel II van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders.

De projectoproep vermeldt:

1° de uiterste datum voor de ontvangst van de dossiers;

2° de ontvankelijkheidscriteria bedoeld in artikel 4, § 2 en de rangschikking van de projecten, zowel voor de financiering van het personeel als van de infrastructuur, alsook de procedure voor de toewijzing van de plaatsen.

Art. 4. § 1. Projecten die worden ingediend naar aanleiding van de in artikel 3 bedoelde oproep zijn ontvankelijk indien zij voldoen aan de algemene voorwaarden van paragraaf 2, aan alle specifieke voorwaarden van de oproep en aan de specifieke voorwaarden voor de infrastructuursubsidie van lid 3, indien de gezamenlijke oproep daarin voorziet.

§ 2. Om ontvankelijk te zijn, moeten de projecten voldoen aan de volgende algemene voorwaarden:

1° het project beoogt een van de volgende doelstellingen:

a. de oprichting van een nieuw kinderdagverblijf;

b. de uitbreiding van de capaciteit van een kinderdagverblijf;

c. de omvorming van een opvangstructuur tot kinderdagverblijf, waarbij minstens 7 nieuwe plaatsen worden opgericht;

d. de omschakeling van geconventioneerde onthaalouders met een dienst voor kinderopvang naar een kinderdagverblijf, waarbij minstens 3 nieuwe plaatsen worden gecreëerd;

e. de combinatie van de in de punten a tot d bedoelde soorten projecten. ;

2° het volledige dossier wordt overeenkomstig de in de gemeenschappelijke projectoproep bepaalde modaliteiten binnen de gestelde termijn ingediend;

3° het dossier mag geen elementen bevatten die de vergunning of de subsidiëring als kinderdagverblijf onmiskenbaar in het gedrang brengen doordat zij niet in overeenstemming zijn met de vergunnings- en subsidiëeringsvoorwaarden die vastgesteld zijn in het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders;

4° het dossier bevat een beschrijving van de infrastructuur en van de vestigingslocatie ervan met inbegrip van de toegankelijkheid voor fietsers en voetgangers en met het openbaar vervoer. Indien de projectdrager nog niet beschikt over infrastructuur die beantwoordt aan de regelgeving, moet hij bewijzen dat hij over de nodige financiering beschikt om dergelijke infrastructuur te verwezenlijken of haar in overeenstemming te brengen met de regelgeving of, zo niet, dient hij er zich schriftelijk toe te verbinden daarvan ten laatste twee jaar vóór de aangekondigde openingsdatum bewijs te bezorgen;

5° wanneer de projectdrager een vzw of een als sociale onderneming erkende coöperatieve vennootschap is, bevat het dossier de statuten daarvan en de beraadslagingen van de bevoegde organen. Indien de projectdrager een overheidsbestuur is, bevat het de beraadslagingen van de bevoegde organen;

6° het dossier vermeldt het aantal gevraagde plaatsen, het kwartaal waarin de plaatsen moeten worden geopend en het minimumaantal opvangplaatsen waaronder het project automatisch wordt stopgezet;

7° het dossier bevat de verbintenis van de projectdrager om deze plaatsen effectief te openen voor het einde van het voorziene kwartaal;

8° het project wordt ingediend volgens de modaliteiten die zijn vastgelegd in de gemeenschappelijke oproep;

9° het project voorziet in een analyse van de geografische locatie die voorzien is voor de vestiging van het project, waardoor de toegankelijkheid ervan kan worden beoordeeld, met inbegrip van de toegankelijkheid voor fietsers en voetgangers en met het openbaar vervoer voor het doelpubliek, of de nabijheid van diensten die mogelijk partners kunnen zijn bij de opvangactiviteit;

10° de projectdrager meldt de eventuele sluitingen van opvangplaatsen die hij of een inrichtende macht waarmee hij een band heeft, op het grondgebied van de gemeente of het arrondissement beoogt na de ingebruikneming van de nieuwe opvangplaatsen.

§ 3. Om in aanmerking te komen voor de infrastructuursubsidie als bedoeld in de gemeenschappelijke projectoproep, moeten de projecten aan de volgende specifieke voorwaarden voldoen:

1° het project beoogt een van de volgende doelstellingen:

- a. de renovatie van een bestaand gebouw;
- b. de volledige afbraak en heropbouw van een bestaand gebouw;
- c. de uitbreiding van een bestaand gebouw dat momenteel beschikt over opvangplaatsen;
- d. de uitbreiding van een bestaand gebouw dat momenteel niet beschikt over opvangplaatsen;
- e. de bouw van een nieuw gebouw ;
- f. de aankoop en opwaardering van een gebouw.

Indien het project werken omvat, mogen deze niet vóór de kennisgeving van de selectie bij een bedrijf zijn besteld.

Indien het project betrekking heeft op de aankoop van een gebouw, kan de koopakte niet zijn ondertekend vóór de kennisgeving van de selectie;

2° de drager van het infrastructuurproject beschikt over, of verbindt zich ertoe te beschikken binnen de zes maanden na de selectiebeslissing over, een zakelijk recht van eigendom, erfpacht of opstal op het gebouw of het in te richten terrein, gedurende een voldoende lange periode om de activiteit in stand te houden gedurende een in punt 3 van dit lid bepaalde periode. Het toezichtcomité kan de periode van zes maanden verlengen op basis van een naar behoren gemotiveerd verzoek van de projectdrager. Indien het project betrekking heeft op de aankoop van een gebouw, moet de projectdrager van het bestaan van een verkoopovereenkomst getuigen op de datum van indiening van zijn aanvraag voor de projectoproep;

3° de drager van het infrastructuurproject verbindt zich ertoe de gesubsidieerde infrastructuur te gebruiken voor een kinderdagverblijf gedurende een periode van minimum twintig jaar vanaf de datum van de voorlopige oplevering van het geheel van de werken of de ondertekening van de koopovereenkomst;

4° het dossier bevat een raming van de investering die vereist is voor de aankoop, de bouw of de renovatie van de daarvoor bestemde infrastructuur, waarvan het bedrag gelijk is aan of hoger is dan het bedrag dat voor overheidsopdrachten met een geringe waarde is bepaald in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

5° de door het project beoogde bouw- of renovatiewerken zijn gericht op het bereiken van de in de gemeenschappelijke oproep tot het indienen van projecten vastgestelde normen;

6° de drager van het infrastructuurproject moet de financiële bijstand vermelden die wordt gevraagd voor de realisatie van dezelfde investering in toepassing van andere reglementaire of contractuele bepalingen, en verbindt zich ertoe de subsidiërende overheid in te lichten over de stappen die zij in dit verband zou kunnen ondernemen in geval van selectie van het project, met name in de fase van de indiening van het investeringsprogramma, de indiening van het gunningsdossier en de eindafrekening;

7° indien de drager van het infrastructuurproject verschillend is van de projectdrager, bepaalt hij de wijze van beheer van de infrastructuur die van de geplande werken profiteert, met inachtneming van de volgende voorwaarden:

a. De terbeschikkingstelling van de gesubsidieerde infrastructuur geschiedt overeenkomstig de wet betreffende de overheidsopdrachten en wordt geformaliseerd in een overeenkomst die uiterlijk op de dag waarop de vergunning wordt verleend of door ONE wordt aangepast, wordt opgesteld.

De overeenkomst voorziet in de naleving van de vergunningsvoorwaarden en de subsidiëring van de crèche door de projectdrager.

b. De drager van het infrastructuurproject verbindt zich ertoe, gedurende de in 3° van dit lid bedoelde periode, het beheer van de opvangvoorziening over te nemen of een andere houder van een vergunning van de opvangvoorziening te zoeken indien de oorspronkelijke projectdrager zich uit de overeenkomst terugtrekt.

De partijen kunnen in de gezamenlijke projectoproep aanvullende voorwaarden toevoegen.

Art. 5. § 1. De ontvankelijkheid van projecten en de datum waarop zij operationeel worden, worden gezamenlijk onderzocht door ONE en de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse aangelegenheden en Sociale Actie. De ontvankelijke projecten worden, eventueel na herziening van de datum van het operationeel maken, onderworpen aan een gezamenlijke rangschikking en selectie die wordt vastgesteld door ONE voor de programmering en door de Waalse Regering voor de infrastructuursubsidies.

De projecten worden gerangschikt en geselecteerd aan de hand van criteria die hoofdzakelijk betrekking hebben op de kenmerken van de betrokken geografische entiteit, met name de algemene dekkingsgraad of gesubsidieerde plaatsen en de onvervulde vraag. Deze criteria, de weging ervan en de wijze waarop zij worden beoordeeld, worden omschreven in de gezamenlijke projectoproep.

§ 2. Ontvankelijke projecten die niet in de ranglijst zijn opgenomen, kunnen in geval van terugtrekking opnieuw worden geselecteerd volgens dezelfde modaliteiten en in de volgorde van hun rangschikking

§ 3. Overeenkomstig de in de gemeenschappelijke projectoproep vastgestelde modaliteiten kunnen de niet-ingevoerde plaatsen het voorwerp uitmaken van een nieuwe oproep of, indien de projectoproep voorziet in de verdeling van de te vervullen plaatsen per provincie of per arrondissement, worden bestemd voor ontvankelijke projecten die nog niet in de andere provincies of arrondissementen zijn geselecteerd.

HOOFDSTUK 3. — *Modaliteiten m.b.t. de subsidiëring van de geselecteerde projecten*

Art. 6. § 1. Indien de projectoproep daarin voorziet, ontvangen de geselecteerde projecten een infrastructuursubsidie voor de oprichting van nieuwe plaatsen.

Het maximumbedrag van deze subsidie wordt berekend door de maximaal subsidiabele kosten van een plaats te vermenigvuldigen met het aantal gevraagde plaatsen, eventueel verhoogd met coëfficiënten voor algemene kosten, belasting over de toegevoegde waarde of inschrijvingskosten, waarop een interventietarief wordt toegepast.

De Waalse Regering bepaalt de waarde van de maximaal subsidiabele kosten en het interventiepercentage en de andere methoden voor de berekening van deze subsidie.

§ 2. Indien de projectoproep daarin voorziet, genieten de geselecteerde projecten een tewerkstellingssubsidie ten laste van het Waalse Gewest, toegekend overeenkomstig hoofdstuk 3 van het decreet van het Waals Gewest van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting "APE") gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften.

De in lid 1 bedoelde subsidie wordt aan de projectdrager toegekend voor de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden als onthaalpersoneel. De subsidie kan worden toegekend, zodra de projectdrager van ONE een vergunning heeft gekregen om de opvangplaatsen open te stellen, overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij of krachtens bovenvermeld decreet van 10 juni 2021.

§ 3. De ONE-programmering die betrekking heeft op de subsidiëring van alle krachtens dit akkoord gecreëerde plaatsen in kinderdagverblijven door ONE, wordt in de gemeenschappelijke projectoproep geïntegreerd.

Art. 7. De subsidie bedoeld in artikel 6, § 1, is definitief verworven bij het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 4, § 3, 3°.

In geval van wijziging van het gebruik van de infrastructuur waarvoor tijdens deze periode de gesubsidieerde investeringen zijn gedaan, wordt de subsidie verminderd met een gedeelte dat gelijk is aan het aantal jaren waarin de infrastructuur voor andere dan de onder dit akkoord vallende doeleinden werd gebruikt.

Dezelfde subsidie wordt verminderd met het niet-afgeschreven gedeelte, indien wordt vastgesteld dat in diezelfde periode niet is voldaan aan de voorwaarde van artikel 4, § 3, punt 7°.

HOOFDSTUK 4. — *Opvolgingscomité*

Art. 8. § 1. Er wordt een opvolgingscomité opgericht met vertegenwoordigers van de volgende overheden en instellingen:

- 1° de Minister-President van het Waalse Gewest,
- 2° de Minister-President van de Franse Gemeenschap;
- 3° de Minister van het Waalse Gewest bevoegd voor Kinderopvanginfrastructuur;
- 4° de Minister van het Waalse Gewest bevoegd voor Werk;
- 5° de Minister van de Franse Gemeenschap bevoegd voor Kinderwelzijn;
- 6° O.N.E. ;
- 7° de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie;
- 8° de Waalse Overheidsdienst Energie;
- 9° FOREM.

§ 2. Het opvolgingscomité komt driemaandelijks bijeen.

Het kan op zijn vergaderingen iedereen uitnodigen die kan helpen bij zijn werkzaamheden.

O.N.E. neemt het secretariaat van het opvolgingscomité waar.

§ 3. Het opvolgingscomité heeft als taak:

- 1° toe te zien op de goede uitvoering van dit akkoord;
- 2° ten minste om de zes maanden bij de Regeringen een verslag in te dienen over de stand van zaken met betrekking tot de lopende projectoproep, met inbegrip van de volgende elementen:
  - o de stand van zaken van de procedures;
  - o het aantal ingediende dossiers en het aantal aangevraagde plaatsen;
  - o de stand van de infrastructuursubsidies;
  - o het aantal nieuw opgestelde plaatsen;
  - o het aantal toegewezen gesubsidieerde betrekkingen;
  - o het aantal effectief ingevulde gesubsidieerde betrekkingen.

Art. 9. De partijen zorgen voor de praktische coördinatie van de administratieve opvolging van de projecten onder hun diensten.

HOOFDSTUK 5. — *Projectoproep voor de periode 2021-2026*

Art. 10. § 1. De partijen doen een gezamenlijke projectoproep voor de oprichting, de vergunning en de subsidiëring, met inbegrip van de infrastructuur, van opvangplaatsen in het Franse taalgebied, volgens de procedures van artikel 3, overeenkomstig de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord. Deze plaatsen zijn verdeeld in twee delen:

1° Deel 1 beoogt de selectie van projecten voor de oprichting van ten minste 1.757 nieuwe kinderopvangplaatsen op het grondgebied van de in het Europees herstelplan genoemde gemeenten, namelijk: Aiseau-Prezles, Andenne, Anderlues, Ans, Bernissart, Beyne-Heusay, Binche, Cerfontaine, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Châtelet, Colfontaine, Comblain-au-Pont, Courcelles, Couvin, Dison, Engis, Erquelinnes, Farcennes, Flémalle, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Grâce-Hollogne, Herstal, La Louvière, Lessen, Manage, Bergen, Morlanwelz, Quaregnon, Saint-Nicolas, Sambreville, Seraing, Verviers, Viroinval.

Naast deze gemeenten voldoen ook de gemeenten Amay, Dour, Luik en Merbes-le-Château aan dezelfde selectiecriteria als de 35 in het vorige lid bedoelde gemeenten, na bijwerking van de cijfers die hun selectie mogelijk hebben gemaakt.

2° Het doel van deel 2 is de selectie van projecten voor de oprichting van ten minste 1.386 nieuwe plaatsen in de andere gemeenten van het Franse taalgebied dan die bedoeld in 1°. De nieuwe plaatsen worden over de arrondissementen verdeeld in verhouding tot het aantal ontbrekende plaatsen, zodat in elk van de gemeenten die voor deel 2 in aanmerking komen, een minimale dekkingsgraad van 33% aan gesubsidieerde plaatsen wordt bereikt.

De minimumverdeling van de plaatsen per arrondissement is opgenomen in de bijlage bij dit samenwerkingsakkoord.

§ 2. Om ontvankelijk te zijn, moeten de projecten een verbintenis van de projectdrager bevatten om te voldoen aan de voorwaarden voor de toekenning van de versterkingssubsidie waarin is voorzien in de beheersovereenkomst 2021-2025 van O.N.E., met name wat betreft de deelname aan de maatregelen voor sociale toegankelijkheid die door O.N.E. worden uitgevoerd, en om een inclusieve houding aan te nemen ten aanzien van eenoudergezinnen en een inclusief standpunt in te nemen ten aanzien van eenoudergezinnen. .

§ 3. Aan het ontvankelijkheidscriterium bedoeld in artikel 4, § 3, 5°, wordt geacht te zijn voldaan indien de volgende voorwaarden vervuld zijn:

1° het project maakt gebruik van eco-materialen met een bio-gehalte van 70% of meer, gemeten volgens de prEN 16785-2:2018 norm, voor de isolatie van ten minste zestig procent van de nieuwe of gerenoveerde muren van de verwarmde bouwschil, buitenschrijnwerk aan de buitenzijde niet meegerekend, en geeft prioriteit aan het gebruik van koolstofarme energie;

2° de warmtedoorgangscoefficiënt van nieuwe of gerenoveerde daken, berekend overeenkomstig bijlage B1 bij het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, is kleiner dan of gelijk aan 0,20 W/m<sup>2</sup>. K;

3° in het geval van de bouw van een nieuw gebouw :

- beoogt het project een niveau van totale thermische isolatie van het gebouw, bepaald volgens de berekeningsmethode bedoeld in artikel 3 van het decreet van het Waalse Gewest van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, van minder dan of gelijk aan vijftienving en een niveau van primair energieverbruik van de EPB-eenheid, bepaald volgens de berekeningsmethode bedoeld in artikel 3 van de wetgeving betreffende de energieprestatie van gebouwen, van minder dan of gelijk aan tweeënzeventig minder dan 80 procent van de maximumwaarde bepaald door de regelgeving, met een maximum van vijftenzestig ;

- heeft het project een luchtdichtheid van minder dan of gelijk aan twee kubieke meter per uur per vierkante meter;

- voorziet het project in een ventilatiesysteem van klasse IDA2 of hoger (met een luchtverversing van 36 m<sup>3</sup>/h.pers) voor ruimten die bestemd zijn voor menselijke bewoning;

4° in het geval van renovatie van meer dan 25% van de muren van de verwarmde bouwschil :

- streeft het project naar een niveau van algehele thermische isolatie van een gebouw, bepaald volgens de berekeningsmethode bedoeld in artikel 3 van het decreet van het Waalse Gewest van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen, dat lager is dan of gelijk is aan vijfendertig ;

- voorziet het project in een ventilatiesysteem van klasse IDA2 of hoger (met een luchtverversing van 36 m<sup>3</sup>/h.pers) voor ruimten die bestemd zijn voor menselijke bewoning;

5° in alle gevallen van renovatie verbindt het project zich ertoe een energie-audit uit te voeren, met inbegrip van een beschrijving van een renovatietraject om op lange termijn koolstofneutraliteit te bereiken. De voorgestelde renovatie past in dit schema;

6° thermisch comfort: de drager van infrastructuurprojecten besteedt bijzondere aandacht aan de studie van het thermisch comfort om problemen in verband met zowel de gezondheid als het energieverbruik te voorkomen;

7° kwaliteit van de binnenlucht en gezondheid: de drager van het infrastructuurproject besteedt bijzondere aandacht aan de toepassing van materialen en systemen die de emissie van verontreinigende stoffen en de verspreiding van fijne deeltjes in de binnenlucht drastisch beperken.

§ 4. O.N.E, de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Aangelegenheden, de Waalse Overheidsdienst Energie en FOREM zetten een ondersteuningssysteem op voor projectdragers om hen te helpen bij de voorbereiding van hun project.

Indien er een door de Waalse Regering georganiseerde bijstand voor het beheer van de projecten komt, moeten de geselecteerde dragers van infrastructuurprojecten zich hiervoor inschrijven.

§ 5. De in aanmerking komende projecten waarvan de vestiging is gepland in een van de gemeenten waarop deel 1 is gericht, worden per gemeente gerangschikt op basis van het gesubsidieerde dekkingspercentage, waarbij voorrang wordt gegeven aan de laagste percentages.

De projecten zullen worden geselecteerd binnen de grenzen van het aantal plaatsen in deel 1 en binnen de grenzen van de beschikbare begrotingsmiddelen.

§ 6. De rangschikking en selectie van in aanmerking komende projecten in het kader van deel 2 wordt per arrondissement bepaald.

Het minimumaantal aan te bieden plaatsen per arrondissement wordt berekend in verhouding tot het aantal op te richten plaatsen, zodat alle gemeenten van het arrondissement een minimumpercentage aan gesubsidieerde plaatsen van 33% bereiken, waarbij de arrondissementen van deel 1 bij deze berekening worden geneutraliseerd.

Alleen projecten op het grondgebied van gemeenten die niet onder deel 1 vallen, kunnen in aanmerking komen voor plaatsen van deel 2.

De in het kader van deel 2 in aanmerking komende projecten worden per arrondissement gerangschikt op basis van het gesubsidieerde dekkingspercentage, waarbij voorrang wordt gegeven aan de laagste percentages.

§ 7. Indien de in de paragrafen 5 en 6 bedoelde criteria niet volstaan, worden de projecten gerangschikt aan de hand van een samengestelde index waarbij de volgende criteria met de volgende weging worden gehanteerd:

1° de algemene dekkingsgraad, 10 punten

2° de dekkingsgraad van gesubsidieerde plaatsen, 35 punten ;

3° de sociaal-economische situatie van de geografische entiteit, gemeten aan de hand van het gemiddelde of mediane inkomen, het percentage eenoudergezinnen en de arbeidsparticipatie van de vrouwelijke bevolking, waarbij elk van deze drie criteria 5 punten waard is;

4° de tijd die nodig is om operationeel te worden, beoordeeld op 10 punten;

5° de toegankelijkheid om te voorzien in de opvangbehoeften die voortvloeien uit bijzondere sociale situaties, 10 punten;

6° de toegankelijkheid en de ligging van de infrastructuur, 10 punten;

7° de infrastructuur, de energiedoelstellingen en de bouwkwaliteit, 20 punten.

De in lid 1 bedoelde samengestelde index wordt uitgedrukt in procenten.

Indien het project geen infrastructuursubsidie aanvraagt, wordt deze samengestelde index berekend op basis van de eerste zes criteria.

Voor de beoordeling van de criteria betreffende de dekkingsgraad en de werkgelegenheidsgraad van de vrouwelijke bevolking is de referentiewaarde die van de geografische eenheid met de laagste dekkingsgraad waarvoor een project is ingediend. Elk van deze criteria wordt beoordeeld aan de hand van het quotiënt van de referentiewaarde door de voor de betrokken geografische entiteit gemeten waarde, vermenigvuldigd met hun weging.

Voor de beoordeling van het criterium met betrekking tot het percentage eenoudergezinnen is de referentiewaarde die van de geografische entiteit met het hoogste percentage waarvoor een project is ingediend. Elk van deze criteria wordt beoordeeld aan de hand van het quotiënt van de referentiewaarde door de voor de betrokken geografische entiteit gemeten waarde, vermenigvuldigd met hun weging.

Voor de beoordeling van het inkomenscriterium is de referentiewaarde die van de geografische entiteit met het laagste gemiddelde inkomen waarvoor een project is ingediend. Dit criterium wordt beoordeeld aan de hand van het quotiënt van de referentiewaarde door de gemeten waarde voor de geografische entiteit, vermenigvuldigd met de weging ervan.

Voor de beoordeling van het criterium betreffende de termijn voor het operationeel worden, wordt het maximumaantal punten toegekend aan het project dat ernaar streeft om uiterlijk op 1 januari 2024 operationeel te worden, waarna het aantal punten per kwartaal afneemt. Projecten m.b.t. een datum van het operationeel maken vanaf het 2e kwartaal 2026 krijgen geen punten toegekend.

Voor de beoordeling van het criterium betreffende de toegankelijkheid om te voorzien in de opvangbehoeften die voortvloeien uit bijzondere sociale situaties, wordt het maximumaantal punten toegekend aan de projectdrager die zich ertoe heeft verbonden een systeem op te zetten en in stand te houden waarbij 50% van de totale capaciteit van de opvangvoorziening wordt voorbehouden om te voorzien in de opvangbehoeften die voortvloeien uit bijzondere sociale situaties in de zin van artikel 88, 5°, van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders. De score daalt dan proportioneel voor elke 10% reservering. Er worden geen punten toegekend voor projecten met een reserveringspercentage van minder dan 20%.

Voor de beoordeling van het criterium met betrekking tot de toegankelijkheid en de ligging van de voorgestelde infrastructuur wordt het aantal punten, op basis van de bij de aanvraag gevoegde methodologische nota met betrekking tot de mobiliteit en de toegankelijkheid van de infrastructuur, als volgt toegekend:

a. toegankelijkheid met het openbaar vervoer:

i. als de infrastructuur wordt bediend door ten minste 2 verschillende geregelde vervoersdiensten (bus- en/of treinlijnen die ten minste elk uur worden bediend met haltes binnen 300 meter van de voorziening) - krijgt het project 2 punten;

ii. als de infrastructuur wordt bediend door hetzij 1 geregelde vervoersdienst (bus- en/of treinlijn die minstens om het uur wordt bediend met haltes op minder dan 300 meter van de infrastructuur), hetzij door ten minste 2 verschillende geregelde vervoersdiensten (bus- en/of treinlijnen die minstens om het uur worden bediend met haltes op minder dan 1000 meter van de infrastructuur) - krijgt het project 1 punt;

b. zachte mobiliteit:

i. als de infrastructuur te voet of met de fiets bereikbaar is via een fietspad en/of Ravel, krijgt het project 1 punt;

ii. als een beveiligde fietsenstalling met een minimumcapaciteit gelijk aan 20% van het aantal plaatsen in het kinderdagverblijf aanwezig is binnen 50 meter van de ingang van de infrastructuur, krijgt het project één punt;

c. bereikbaarheid met de auto :

i. als binnen 50 meter van de ingang van de infrastructuur een parkeerterrein aanwezig is met een capaciteit die minimaal gelijk is aan 50% van het totale aantal plaatsen in het kinderdagverblijf, krijgt het project 1 punt.

De afstand wordt berekend vanaf de dichtstbijzijnde plaats;

d. diensten :

i. als een kleuterschool, lagere school of huiswerkschool aanwezig is binnen een straal van 1 km rond de infrastructuur, krijgt het project 1 punt;

ii. als er zich binnen een straal van 1 km rond de infrastructuur meerdere kleuter-, lagere of huiswerkscholen bevinden, krijgt het project 2 punten;

iii. als een opleidingscentrum aanwezig is binnen een straal van minder dan 1 km van de infrastructuur of gemakkelijk bereikbaar is met het openbaar vervoer (max. 30 min), krijgt het project 2 punten;

iv. indien in een straal van minder dan 1 km rond de infrastructuur een sociale dienst voor kwetsbare personen (centrum voor sociale dienst, centrum voor socioprofessionele inschakeling, OCMW, opvangtehuis, gemeenschapshuis, gewestelijk integratiecentrum, lokale initiatieven voor integratie, ambulante dienst voor slachtoffers van geweld, schuldbemiddelingsdiensten, diensten voor maatschappelijke integratie, ...) of een digitale openbare ruimte aanwezig is: 1 punt

Voor de beoordeling van het criterium infrastructuur, energiedoelstellingen en kwaliteit van het gebouw wordt het aantal punten als volgt toegekend:

1° infrastructuur:

a. type project:

i. als het project betrekking heeft op de renovatie van een bestaand gebouw waarbij 25% van de verwarmde buitenschil wordt gerenoveerd of op de aankoop van een gebouw waarvoor de bouwvergunning na 1 januari 2014 is ingediend, krijgt het 5 punten;

ii. als het project de bouw van een gebouw op een reeds bestaande bouwplaats beoogt (na afbraak van een bestaand gebouw), krijgt het 4 punten;

iii. als het project betrekking heeft op de bouw van een nieuw gebouw of de aankoop van een gebouw waarvoor de datum van indiening van de bouwvergunning tussen 1 mei 2010 en 31 december 2013 ligt, krijgt het 3 punten;

iv. als het project een uitbreiding is van een bestaand gebouw waarin momenteel de bestaande opvangplaatsen zijn ondergebracht, krijgt het 2 punten;

v. als het project betrekking heeft op de uitbreiding van een bestaand gebouw dat momenteel niet als kinderdagverblijf wordt gebruikt, zonder dat het gebouw voor ten minste 25% wordt gerenoveerd, of indien het project betrekking heeft op de aankoop van een gebouw waarvoor de bouwvergunning vóór 1 mei 2010 is ingediend, zonder dat het gebouw voor ten minste 25% van zijn verwarmde oppervlakte wordt gerenoveerd, krijgt het 1 punt;

2° primair verbruiksniveau: als de drager van het infrastructuurproject zich ertoe verbindt een gebouw met positieve energie te bouwen, krijgt hij 5 punten. Dit criterium zal worden geneutraliseerd voor projecten die gericht zijn op de renovatie van bestaande gebouwen;

3° gebruik van eco-materialen voor de isolatie van nieuwe of gerenoveerde muren van de verwarmde schil van het gebouw, met uitzondering van buitenschrijnwerk: indien de drager van het infrastructuurproject zich ertoe verbindt een hoger percentage eco-materialen te gebruiken op de oppervlakte, krijgt hij een score die gelijk is aan het verschil tussen het percentage waarvoor hij zich ertoe verbindt en het opgelegde minimumpercentage, gedeeld door 8; het project krijgt maximaal 5 punten ;

4° . staat van het bestaande gebouw: indien de bestaande opvangvoorziening werkzaam is in een gebouw waarvan de structuur tijdelijk is, waarvan de stabiliteit in het gedrang is of dat ongezond is verklaard en het project de verhuizing beoogt naar een gebouw dat voldoet aan de normen van bijlage 1 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders,, krijgt het project 5 punten.

Dit criterium zal worden geneutraliseerd voor de oprichting van een nieuw kinderdagverblijf.

Indien een van de subcriteria wordt geneutraliseerd, krijgt het criterium een score van 20 punten, waarbij een regel van drie wordt toegepast.

§ 8. Overeenkomstig de in de gezamenlijke oproep tot het indienen van projecten vastgestelde procedures worden de niet-ingevulde plaatsen van deel 2 toegewezen aan in aanmerking komende projecten die nog niet in de andere arrondissementen zijn geselecteerd.

Indien de projecten die in het kader van een van de delen zijn geselecteerd de voor dit deel voorziene O.N.E.-middelen en werkgelegenheidssubsidies als bedoeld in artikel 10, § 2, niet uitputten en er in het andere deel projecten zijn die bij gebrek aan deze middelen niet zijn geselecteerd, kunnen de beschikbare middelen worden gebruikt voor de selectie van aanvullende projecten in dit andere deel met inachtneming van de rangschikkingscriteria.

Plaatsen die na de selectie van alle in aanmerking komende projecten niet zijn ingenomen, kunnen het voorwerp uitmaken van een nieuwe projectoproep.

§ 9. Geselecteerde projecten die infrastructuurwerken vereisen, krijgen een infrastructuursubsidie voor het creëren van nieuwe plaatsen.

Het maximumbedrag van deze subsidie wordt berekend overeenkomstig artikel 6, lid 1.

Voor de berekening van de subsidie als bedoeld in lid 1 bedraagt het steunpercentage 80 % en de subsidiabele kosten maximaal 41 000 EUR exclusief btw per gecreëerde plaats.

De uiteindelijke subsidie wordt bepaald op basis van het bedrag van de algemene rekening van de onderneming, de waarde van de aankoop of de raming van het aangekochte goed , de bewijsstukken die nodig zijn voor de controle van de ontvankelijkheidscriteria en houdt rekening met de daadwerkelijke oprichting van plaatsen, rekening houdend met de eventuele sluitingen van opvangplaatsen die door de projectdrager of een organiserende instantie waarmee hij een band heeft, op het grondgebied van de gemeente of het arrondissement worden uitgevoerd na het operationeel worden van de nieuwe opvangplaatsen.

Behalve in naar behoren gemotiveerde gevallen van overmacht kan niet-naleving van de ontvankelijkheids- en selectiecriteria en van de in de aanvraag vervatte elementen leiden tot sancties die gaan van een proportionele verlaging van de subsidie tot de afwijzing van de gehele subsidie.

§ 10. Overeenkomstig artikel 6, § 2, ontvangen de geselecteerde projecten een werkgelegenheidssubsidie van 1,5 voltijdequivalenten voor elke 7 gecreëerde plaatsen.

Deze subsidie wordt door het Waalse Gewest, met inachtneming van de voorwaarden die bij of krachtens voornoemd decreet van 10 juni 2021 zijn vastgesteld, toegekend voor de bezetting van 1,5 werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, voor 7 opvangplaatsen die krachtens dit akkoord worden gecreëerd, tot een jaarlijkse subsidie van 28.050,66 euro per voltijds equivalent.

28.050,66 wordt vanaf 2023 geïndexeerd overeenkomstig de indexering van de subsidie die wordt toegekend in het kader van het decreet van 10 juni 2021 van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting "APE") gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften.

De werkgelegenheidssubsidie wordt toegekend aan de projectdrager voor het in dienst nemen van werkloze werkzoekenden als onthaalpersoneel. De subsidie kan worden toegekend zodra de projectdrager van ONE de toelating heeft gekregen om de opvangplaatsen te openen, volgens de procedures bepaald bij of krachtens het voornoemde decreet van 10 juni 2021.



§ 11. De gezamenlijke projectoproep integreert de ONE-programmering overeenkomstig artikel 6, § 3. De plaatsen die in het kader van dit akkoord worden gecreëerd, zullen door ONE worden gesubsidieerd overeenkomstig het overgangsproces van de hervorming van de opvangvoorzieningen en zullen onderworpen zijn aan de voorwaarden die gelden voor bestaande kinderdagverblijven op het ogenblik dat zij recht hebben op subsidie, met inbegrip van de versterkingssubsidie.

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

Art. 11. Uiterlijk aan het einde van het eerste halfjaar van 2026 stellen de partijen, op basis van de halfjaarlijkse verslagen van het in artikel 8 bedoelde toezichtcomité, de doelstellingen en het tijdschema vast voor de projectoproep die de in hoofdstuk V bedoelde oproep opvolgt met het oog op de verwezenlijking van de in artikel 1 omschreven doelstelling.

Art. 12. Dit akkoord treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Brussel, 30 juni 2022.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kinderwelzijn, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,  
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

Bijlage bij het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap  
betreffende de oprichting van kinderopvangplaatsen

Arrondissementen	Minimumaantal plaatsen
Nijvel	347
Aat	56
Charleroi	29
La Louvière	4
Bergen	28
Zinnik	25
Thuin	39
Doornik-Moeskroen	25
Hoei	80
Luik	208
Verviers (Duits. Uitgez.)	95
Borgworm	53
Aarlen	50
Bastenaken	3
Marche-en-Famenne	17
Neufchâteau	35
Virton	90
Dinant	64
Namen	79
Philippeville	57

Gezien om te worden gevoegd bij het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de oprichting van kinderopvangplaatsen.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kinderwelzijn, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,  
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/200870]

### 21 DECEMBRE 2022. — Décret modifiant le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** L'article 4 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, modifié par le décret du 20 décembre 2018, est remplacé par ce qui suit : " Art. 4. § 1<sup>er</sup>. L'enfant ouvre le droit aux prestations familiales si, cumulativement :

1° il a son domicile légal sur le territoire de la région de langue française ou, s'il n'a pas de domicile légal, il réside effectivement en région de langue française;

2° il est de nationalité belge, ou bénéficiaire d'un titre de séjour en Belgique, ou dont les parents sont apatrides.

L'attestation d'immatriculation ne constitue pas un titre de séjour au sens du présent décret.

L'enfant issu d'un pays tiers et autorisé à séjourner en Belgique pour y poursuivre ses études ne remplit pas les conditions prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

L'enfant de moins de douze ans qui n'est pas bénéficiaire d'un titre de séjour en Belgique ouvre le droit aux prestations familiales lorsque l'un de ses parents est bénéficiaire d'un titre de séjour en Belgique.

§ 2. Pour l'octroi des allocations familiales, lorsque l'assuré social ouvre le droit en application des articles 67 et 68 du Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, l'enfant qui répond aux conditions du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est dispensé des conditions fixées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, lorsque l'assuré social :

1° est un ressortissant européen ou un ressortissant d'État tiers, qui exerce une activité économique dans l'Espace économique européen ou en Suisse;

2° réside effectivement en région de langue française et est un ressortissant européen qui n'exerce pas d'activité économique dans l'Espace économique européen ou en Suisse, pour autant qu'il dispose d'un titre de séjour en Belgique.

Pour l'octroi des allocations familiales, l'enfant qui répond aux conditions du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, dont un des deux parents est un ressortissant européen qui exerce une activité économique sur le territoire du Royaume de Belgique, est dispensé des conditions fixées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°. Cette dispense a une durée maximale de six mois.

Le Gouvernement précise les modalités d'application des conditions de dispense visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

Dans les cas non visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, le mineur non accompagné est dispensé des conditions prévues au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°.

§ 3. L'enfant qui, malgré son domicile légal en région de langue française, réside effectivement hors de l'Espace économique européen ou de la Suisse, ne remplit pas la condition prévue au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

Toutefois, le Gouvernement peut accorder une dispense aux conditions prévues au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, dans des cas ou des catégories de cas dignes d'intérêt.

§ 4. Lorsque l'enfant n'est pas domicilié en Belgique, l'assuré social peut ouvrir, dans les limites prévues par les dispositions supranationales applicables, un droit aux prestations familiales en faveur des enfants membres de sa famille.

Si l'assuré social qui réside effectivement sur le territoire de la région de langue française n'exerce pas d'activité économique dans l'Espace économique européen ou la Suisse et ouvre le droit aux prestations familiales en application des articles 67 à 69 du Règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 précité en faveur d'un enfant qui ne réside pas effectivement en région de langue française, cet assuré social est tenu d'être bénéficiaire d'un titre de séjour en Belgique.